

Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 1 au 31 mars 2021. Le prochain rapport sera publié en mai 2021.

FAITS SAILLANTS

- 3 880 réfugiés nigériens au Cameroun rapatriés dans les villes de Banki au Nigeria en six convois.
- Suspension des missions des Nations Unies vers Kousseri via la route Logone-Birni à la suite d'une attaque de la base militaire du Bataillon d'intervention rapide (BIR) du village Dabanga par des hommes lourdement armés le 28 mars 2021.
- Plus de 700 ménages du village Tchika dans le Logone et Chari déplacés vers les villages Makary, Mada, Gouma, Balgaram, Hilé-Alifa et Naga suite aux incursions successives des groupes armés non étatiques.
- Signature du document de partenariat entre les Maires de Fotokol et Mokolo et le programme sécurité humaine 2, consacrant l'opérationnalisation du Nexus humanitaire – développement - paix, le plan de réponse COVID-19 et l'approche de la sécurité humaine dans la région de l'Extrême-Nord.
- 27 anciens membres de groupes armés non étatiques en provenance de Mbarawa au Nigeria ont déposé leurs armes et ont été enregistrés à Gouzda Vreket dans le Mayo-Tsanaga.
- 435 nouveaux cas positifs à la COVID-19 et sept décès dans la région. Tous les 31 districts sont touchés par la pandémie.



Source : OCHA, IONG, UNDSS
Carte des zones difficiles d'accès physique et sécuritaire.
Les limites et les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle par les Nations Unies.

1,2M

Personnes dans le besoin

Source :

Aperçu des besoins humanitaires - mars 2021

951K

Personnes ciblées

Source :

Plan de réponse humanitaire - mars 2021

322K

Personnes déplacées internes

Source :

OIM DTM N° 21- Juin 2020

67K

Refugiés dans les camps

Source :

Statistiques des personnes relevant de la compétence du HCR /Gouvernement du Cameroun-Mars 2021

46K

Refugiés hors des camps

Source :

Statistiques des personnes relevant de la compétence du HCR/ Gouvernement du Cameroun-Mars 2021

123K

Personnes retournées

Source :

OIM DTM N°21- Juin 2020

CONTEXTE HUMANITAIRE

Le département du Logone et Chari continu d'enregistrer le plus grand nombre d'incidents sécuritaires suivi du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga. 32 incidents ont été enregistrés du 16 au 31 mars 2021, dont le plus important est l'attaque du camp du Bataillon rapide d'intervention (BIR) du village Dabanga, survenu le 27 mars et ayant entraîné la mort d'un militaire, de trois civils, et de nombreux blessés militaires et civils, et l'incendie de plusieurs habitations. L'attaque de la base militaire de Dabanga est la première depuis janvier 2021 et arrive quelques semaines après une attaque similaire d'une position militaire à Woulgo au Nigeria. La reprise des attaques sur des positions militaires à l'intérieur du territoire pourrait engendrer des mouvements des populations.

Toutefois selon les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), on observe une baisse d'incursions au niveau des frontières due aux opérations militaires menées au Nigeria et au redéploiement des différentes forces militaires dans la zone frontalière camerounaise.

La Route Nationale numéro un continue de faire l'objet d'attaques des groupes armés non étatiques (GANE) tout comme les axes Limani-Magdeme, Doubé-Mora, Limani-Kourgui, Mora -Kousseri qui font l'objet d'attaques lors des marchés périodiques.

Le Sous-Préfet du Mayo-Sava a effectué une tournée de prise de contact au cours de laquelle il a visité les réalisations du projet de stabilisation du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) dans les villages Amchidé et Limani frontaliers situés à la frontière avec le Nigeria.

Tous les 31 districts de santé sont désormais touchés par la COVID-19. Au 31 mars, la région a enregistré 435 nouveaux cas positifs et sept décès portant le cumul à 1 574 cas positifs, 1 311 guéris et 28 décédés depuis le début de la pandémie en mars 2020.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et ses partenaires, en soutien aux autorités camerounaises, ont appuyé l'organisation du rapatriement volontaire des réfugiés nigériens du camp de Minawao. Le premier convoi a eu lieu le 8 mars 2021 et au total 6 convois de 1 033 ménages constitués de 3 880 personnes ont été organisés pour le retour des réfugiés soit 69% à Banki et 31% à Bama au Nigeria.

BESOINS ET REPONSE HUMANITAIRE PAR SECTEUR

Education

Plusieurs besoins sont restés non couverts avec des répercussions sur l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage à cause du faible financement du secteur éducation. Parmi les besoins les plus pressants figurent le besoin d'enseignants qualifiés, d'infrastructures scolaires et sanitaires, le soutien à l'enseignement secondaire, l'appui à l'éducation inclusive et l'encadrement des enfants et jeunes déscolarisés.

26 950

Elèves ont reçu
une ration
alimentaire

Les partenaires du secteur éducation ont apporté une assistance aux enfants et jeunes dans les différentes écoles ciblées dans les trois départements touchés par la crise que sont le Mayo-Tsanaga, Mayo-Sava et Logone et Chari. International Rescue Committee (IRC) a formé 81 enseignants, dont 29 femmes, à l'approche "classe bien-être" dans les villages de Koza et Mogodé et la ville de Mora. Dans le cadre de la prévention de la COVID-19 en milieu scolaire, la même organisation a distribué du matériel à 2 090 enfants, dont 398 déplacés internes et 16 réfugiés dans les mêmes villages. Dans le même cadre, le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) a organisé une session d'engagement communautaire sur l'importance de l'éducation et la prévention de la COVID-19 à l'intention de 473 adultes, dont 242 femmes, et 4 904 enfants, dont 2 132 filles.

Dans le cadre de son programme d'alimentation scolaire, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a distribué une ration alimentaire de 15,21 kg par enfant pour les mois de mars et avril dans 53 écoles au bénéfice de 26 950 élèves, dont 11 504 filles.

L'assistance scolaire a été retardée dans certaines zones en raison de l'insécurité et des restrictions de mouvement de certains partenaires en raison du COVID-19.



Le suivi de la COVID-19 connaît des limites telles que l'irrégularité de la tenue des réunions de coordination du Système de Gestion de l'Incident, la faible collecte, analyse et transmission des données liées à la gestion de la pandémie, le faible listage et dépistage des contacts dans certains districts de santé, l'insuffisance des tests de diagnostic rapide, moyens de transport, équipement de protection individuel, kits de traitement, le faible niveau de respect des mesures barrières dans les communautés, le refus du diagnostic et la réticence dans l'observation thérapeutique des patients positifs à la COVID-19, les coupures d'électricité fréquentes associées aux problèmes de réseau téléphonique freinant la transmission des données. Le besoin d'appui technique et matériel aux systèmes de gestion de l'incident des districts de santé et des formations sanitaires dans la détection et la prise en charge des cas COVID-19 a également été relevé. A ces contraintes s'ajoute la persistance des menaces sécuritaires dans les districts de Mada dans l'arrondissement de Darrack dans le Logone et Chari et dans le district de Kolofata notamment à Kerawa dans le Mayo-Sava qui reste un frein à la mise en œuvre des activités des partenaires.

278

Accouchements assistés
dans les formations
sanitaires

Dans six formations sanitaires des départements du Diamaré et du Mayo-Tsanaga, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), a mené des évaluations en prévention et contrôle des infections et sensibilisé 33 membres du personnel. Chaque point focal COVID-19 et surveillant de ces formations sanitaires a reçu un briefing sur la conduite à tenir devant un cas suspect de COVID-19. Dans le camp des réfugiés de Minawao et le district de santé de Maroua 3eme, l'OMS a remis 85 chasubles et 80 affiches de sensibilisation « Stop COVID-19 » aux agents de sensibilisation communautaire et sensibilisé 25 agents sur la mise en œuvre des activités communautaires en contexte COVID-19. De plus, les mesures prises dans le cadre de la préparation au rapatriement volontaire des réfugiés nigériens y vivant a permis le dépistage et la prise en charge de près de 65 cas positifs.

Afin de redynamiser l'engagement communautaire dans le respect des mesures barrières, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Maroua 1^{er}, accompagné du chef du district de Santé et d'un personnel de l'OMS, ont mené des sensibilisations auprès d'environ 400 voyageurs, 50 commerçants et 20 agents des forces de l'ordre au poste de contrôle sécuritaire mixte du village Gakle dans le Diamaré avec remise de masques et démonstration de lavage des mains. L'organisation internationale Alliance for International Medical Action (ALIMA) a mené une sensibilisation sur la COVID-19 auprès de 19 891 personnes dans les communautés, le Centre de Nutrition Thérapeutique Interne (CNTI) et à l'hôpital annexe de Mokolo.

ALIMA a également effectué 2 145 consultations dans huit centres de santé intégrés du Mayo-Tsanaga, International Medical Corps (IMC) a mené 1 171 consultations prénatales et assisté 278 accouchements dans les districts de santé de Mada dans le Logone et Chari, de Mokolo dans le Mayo-Tsanaga et de Kolofata dans le Mayo-Sava. Toutefois, on continue à enregistrer des accouchements à domicile et une faible fréquentation des formations sanitaires par les enfants dans les centres médicaux d'arrondissement de Blangoua et Darack dans le Logone et Chari et le centre de santé de Kerawa dans le Mayo-Sava.

Un gap est observé dans le référencement des cas complexes du fait du retrait de Médecin Sans Frontières (MSF) de l'Hôpital régional de Maroua ainsi qu'en soins de santé primaire et santé de reproduction dans les districts de Kolofata et de Mada suite au retrait de IMC.



Le plan de réponse sectoriel nutrition prend en compte la prise en charge et la prévention de la malnutrition en contexte d'urgence.

Grâce à l'appui technique et financier de UNICEF à la délégation régionale de la Santé publique (DRSP) dans la mise en œuvre des activités de prise en charge nutritionnelle et de la promotion de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) couplée à la fortification des aliments à domicile (FAD), plusieurs activités ont été menées dans la région. 2 168 enfants avec malnutrition aiguë sévère ont

30 935

Enfants assistés par le
programme de
supplémentation
alimentaire

été pris en charge dans les formations sanitaires, 3 289 visites à domicile des enfants de 0 à 23 mois ont été faites par les agents de santé communautaire pour le suivi de croissance et la promotion de l'ANJE ; 40 078 enfants ont été dépistés au niveau communautaire dont 32 304 par les membres des groupes de soutien aux activités de nutrition (GSAN)/ PB-Mères. Parmi ces enfants 276 enfants souffraient de la malnutrition aiguë sévère (MAS) et 142 enfants de malnutrition aiguë modérée (MAM). 181 sessions de démonstration et éducation nutritionnelles ont été organisées par les membres de groupe de soutien et les agents de santé communautaire avec 2 115 gardiens d'enfants touchés par les messages sur les bonnes pratiques d'ANJE.

L'appui à la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë sévère (PCIMAS) fourni à la DRSP par UNICEF avec la collaboration de Action Contre la Faim (ACF), ALIMA, Croix-Rouge Française, IMC et MSF a permis de prendre en charge 2 168 nouveaux enfants MAS de moins de 5 ans. UNICEF a renforcé les capacités de 12 personnels de santé du centre de santé intégré de Hilé-Haoussa dans le district de santé de Kousseri sur la PCIMAS.

Le PAM à travers son partenaire de mise en œuvre Plan International dans les districts de santé de Kolofata, Mada, Makary, Mogode et Mokolo dans les départements du Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et Logone et Chari a assisté 30 935 enfants par le programme de supplémentation alimentaire parmi lesquels 2 400 MAM et 25 anciens MAS, 5 462 enfants pour les soins complémentaires dont 1 422 vaccinés, 3 104 supplémentés en Vitamine A et 1 116 déparasités à travers les plateformes du programme de supplémentation alimentaire. 23 462 personnes ont été atteintes lors des sensibilisations sur les bonnes pratiques ANJE et 25 947 sur les mesures barrières à la COVID-19 sur les sites du programme de supplémentation alimentaire, 167 enfants MAM qui ont été suivis à travers les foyers de déviance positive dans les districts de Goulfey, Kousseri, Koza, Moskota et Mora dans le Logone et Chari, le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga.

IMC, dans le cadre de son programme d'assistance nutritionnelle aux enfants de moins de 5 ans, a procédé au dépistage de 4 104 enfants de 6 à 59 mois dans les districts de santé de Kolofata, Mada et Mokolo avec prise en charge de 74 MAS dans le camp de Minawao.

Le secteur nutrition observe un gap important de financement pour répondre aux besoins humanitaires de 48 651 enfants avec malnutrition aiguë sévère dans la région de l'Extrême- Nord.

Sécurité alimentaire

Les besoins des populations s'articulent en termes de semences, eau, produits phytosanitaires adaptés, et outils adaptés pour les cultures potagères, outils d'aménagement des clôtures des jardins potagers, de kits de gestions de magasins communautaires et de palettes pour dispositions des denrées alimentaires et renforcement de capacités des bénéficiaires dans la mise en place des jardins potagers.

En réponse, l'organisation Services d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD) a doté 500 producteurs dont 453 femmes en semence potagère et outils agricoles dans les départements du Mayo-Kani et Diamaré. Ces derniers ont également bénéficié d'une formation sur le renforcement de capacité en culture potagère. Le partenaire a également apporté une fourniture de 40 palettes pour entreposage des denrées alimentaires dans les magasins communautaires au profit de 30 personnes dont huit femmes.

A travers ses partenaires Public Concern et INTERSOS, le PAM a apporté une assistance alimentaire inconditionnelle en vivres à 92 473 bénéficiaires dont 49 935 femmes dans le Mayo-Tsanaga, Mayo-Sava et Logone et Chari.

92 473

Personnes ont bénéficié
d'une assistance
alimentaire

Protection

Les départements du Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et Logone et Chari ont enregistré 617 incidents de protection. Les hommes en sont les victimes pour la plupart, à 72%. Le département du Logone et Chari a enregistré le plus grand nombre avec 47%. 39% de ces incidents concernent les violations du droit à la propriété notamment les vols et pillages, 16% représentent les taxes illégales et 13% les extorsions des biens. 40% des incidents ont

été causés par les GANE, 35% par la société civile, 22% par les FDS et 3% par les comités de vigilance. 17 mouvements internes de 4 566 individus pour 637 ménages ont également été enregistrés.

Le secteur connaît un déficit du personnel notamment dans le domaine psychosocial et un besoin en renforcement des capacités des acteurs en matière de protection dans les autres secteurs. Seulement 21% des personnes déplacées possèdent un titre foncier, 50% des réfugiés ont déjà rencontré un conflit foncier avec les communautés d'accueil et 7 500 ménages sont touchés par la question des tranchées.

508

Actes de naissance distribués

En vue d'améliorer l'accès à la documentation civile et de résorber le problème de manque d'information des populations face aux procédures d'actes de naissance, IRC, NRC et HCR à travers leur partenaire INTERSOS, ont sensibilisé 8 226 personnes sur l'importance de l'acte de naissance, la déclaration de naissance et procédure d'adjudication dans le Mayo-Sava, le Mayo-Tsanaga et le Logone et Chari. IRC et INTERSOS ont distribué 584 certificats de naissance dans les trois départements et NRC a facilité 633 séances de conseil individualisé sur les droits d'identité légale. 2 141 enfants nouvellement identifiés par INTERSOS et NRC ont besoin de certificat de naissance.

Dans le cadre de l'appui à l'amélioration de l'accès à la terre, NRC a sensibilisé 2 045 personnes dont 1 091 femmes sur les droits de logement, terre et propriétés dans le Logone-et-Chari, Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga et facilité des séances de conseil individualisés avec 515 bénéficiaires dont 238 femmes. 636 dossiers, dont 310 pour femmes, ont été ouverts principalement pour occupation secondaire, logement inadéquat, absence de documents de propriété et risques d'expulsion forcée. En effet, les transactions relatives à la sécurité foncière se font oralement et en toute confiance, ce qui constitue une difficulté pour la reconnaissance des terres. D'autre part, 58 acteurs humanitaires de protection parmi lesquels 27 femmes ont participé à une séance de renforcement de capacités en Logement, Terre et Propriétés dans la ville de Mora, dans le Mayo-Sava et Kousseri dans le Logone et Chari. 1 000 personnes affectées par des incursions à main armée ont reçu un kit de protection dans les villages Mozogo dans le Mayo-Tsanaga, Kossa, Magdene et Gancé dans le Mayo-Sava. Plan International a fourni un soutien psychosocial par le biais des premiers soins psychologiques pour l'aide d'urgence au bénéfice de 147 personnes. 246 membres des structures de protection communautaire et volontaires communautaires ont bénéficié de sessions de renforcement des capacités sur l'analyse de la protection contre les risques et le développement d'un plan d'atténuation des risques dans le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga.

Le contexte sécuritaire constitue une difficulté d'accès pour les acteurs humanitaires dans certains villages comme Amchidé. La longue distance séparant les localités et les centres d'état civil, l'insuffisance en équipement de ces centres et le nombre insuffisant d'officiers d'état civil qualifiés constituent également un frein pour le déroulement efficace des activités des acteurs de documentation civile. En outre, la procédure de délivrance des actes de naissance par jugement déclaratif est longue et coûteuse.

Protection de l'enfance

Le secteur rencontre des besoins continus dans la coordination et le renforcement du système de protection de l'enfance au niveau gouvernemental. Le développement des capacités sur les risques miniers particulièrement les engins explosifs improvisés et sur la santé mentale et le soutien psychologique (MHPSS) des enfants et des parents/tuteurs sont également des défis relevés.

4 332

Enfants vulnérables nouvellement identifiés

De plus, la continuité de la crise entraîne l'identification perpétuelle des enfants et des parents en besoin d'assistance dans les départements du Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et Logone et Chari. L'organisation Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré (ALDEPA) assure le suivi et l'assistance psychosociale de plus de 6 100 enfants, parents ou tuteurs, identifiés par les organisations CLIRA, PLAN International, IMC, IRC et Local Youth Corner (LOYOC).

Dans les trois départements, ADELPA a mené des séances de sensibilisation sur la parentalité positive notamment l'impact du mariage précoce et forcé sur la vie de l'enfant et de la famille auprès de 1 053 mères. Afin de promouvoir l'autonomisation de la femme, ADELPA a organisé 178 sessions de dialogues intergénérationnels et interreligieux avec sensibilisation de 6 393 personnes parmi lesquels la population hôte,

les personnes déplacées internes, les personnes retournés, et les réfugiés. 119 maîtres coraniques, dont une femme, ont participé à douze sessions de sensibilisation sur la cohabitation pacifique, le droit à l'éducation des enfants et la garantie que les enfants suivent une éducation formelle en plus des cours coraniques dans le but de devenir des pairs éducateurs auprès de leurs collègues et des parents. Ces maîtres coraniques ont également pris l'engagement public de conserver et de développer un plan d'action pour sensibiliser d'autres personnes et s'assurer que les enfants de leurs écoles coraniques suivent également une éducation formelle dans les divisions de Mayo-Tsanaga, Mayo-Sava, Logone et Chari.

L'insuffisance des fonds et des partenaires pour la réponse, le manque de matériel de sensibilisation et les lacunes dans la réponse aux enfants présumés associés à des GANE, notamment en ce qui concerne la collecte et le partage des données de réponse restent des défis auxquels font face les partenaires.

Violences basées sur le genre

En réponse aux violences basées sur le genre, les espaces sûrs de l'Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes (ALVF), IMC et IRC dans le Mayo-Sava, le Mayo-Tsanaga et le Diamaré ont accueilli 714 filles et femmes qui ont bénéficié des services qui y sont disponibles. Ces partenaires y ont également distribué 619 kits de dignité aux femmes et filles y compris dans le Logone et Chari.

Toutefois, les besoins en kits de premiers secours, kits de dignité et kits post viol dans les formations sanitaires restent toujours prononcés d'autant plus que la prise en charge des cas de viol n'est pas gratuite dans certaines formations inaccessibles pour les femmes les plus vulnérables.

ALVF, ALDEPA, IRC, IMC, Association des Jeunes Femmes de Mora (AJEFMO), le Centre de promotion de la femme et de la fille de Maroua et Research Institute for Development (RIDEV) ont sensibilisé 35 659 personnes sur les généralités sur les violences basées sur le genre et la prévention à la COVID-19 dans le Diamaré, le Logone et Chari, le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga. IMC a mené un plaidoyer avec 14 leaders religieux sur la promotion du leadership féminin dans le Mayo-Tsanaga.

619

Filles et femmes ont reçu des kits de dignité

NFI/Abris

La réponse des partenaires du secteur a été prioritairement axée sur les besoins des populations déplacées internes (PDI) des suites d'incursion avec une assistance réduite de 77% comparé à février 2021. Ainsi, ACF, le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) et International Emergency and Development Aid (IEDA Relief) ont distribué 539 kits d'abris et articles non alimentaires et 193 kits intimes à 3 622 bénéficiaires dans les villages Aissa Hardé, Djoundé et Kosa dans le Mayo-Sava et Sirak-Goraï et Zamalva dans le Mayo-Tsanaga, Déga dans le département du Logone et Chari. La réponse aux besoins des PDI dans ce secteur reste insuffisante dans plusieurs localités de la région notamment celles de Kerawa et Kangalerie dans le Mayo-Sava.

Dans la continuité de ses activités, la Fédération Internationale des sociétés de la Croix-Rouge (FICR) à travers la Croix-Rouge Camerounaise (CRC) a distribué 175 kits non alimentaires à 1 509 personnes dans les sites de PDI des villages Mémé et Zamaï respectivement dans le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga. Plusieurs besoins en abris et en matériel de couchage restent à couvrir dans le site de Mémé qui abrite 1 618 ménages PDI.

2 268

Personnes ont bénéficié de kits NFI

Eau, Assainissement et Hygiène

Les efforts des acteurs du secteur aux côtés du gouvernement se poursuivent afin de faire face aux multiples défis d'accès aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement (EHA) des populations de la région de l'Extrême-Nord victimes de la crise sécuritaire du Bassin du Lac Tchad, des inondations et de la COVID-19. Au cours des deux derniers mois, la couverture des besoins en eau potable du plan de réponse humanitaire a augmenté de 5% tandis que celle des besoins en assainissement de base a augmenté de 1%. 29 595 personnes ont été touchées aux cours des séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'eau, d'hygiène et d'assainissement (EHA) et les mesures barrières COVID-19.

677

Latrines familiales construites

En réponse aux évaluations multisectorielles menées à la suite des alertes dans les villages Aissa-Hardé, Goraï, Zamalva et Kousseri dans le Mayo-Sava, le Mayo-Tsanaga et le Logone et Chari, ACF et Première Urgence Internationale à travers le Mécanisme de Réponse Rapide (MRR) ont procédé d'urgence à la réparation de 23 forages dans les quatre localités et à la construction de 66 latrines d'urgence dans les villes de Zamalva et de Kousseri. Ces interventions ont favorisé l'approvisionnement en eau potable de 708 déplacés et 10 000 retournés et amélioré les conditions sanitaires de 10 847 PDI.

Par ailleurs, IRC et la FICR au travers de la Croix-Rouge Camerounaise (CRC) ont facilité l'accès à l'eau potable à 11 868 personnes à travers la réhabilitation de 15 forages dans le Mayo-Sava, le Mayo-Tsanaga et le Logone et Chari. Les deux partenaires ont également appuyé la construction de 677 latrines familiales avec distribution de 607 kits d'hygiène pour latrines au profit de 6 113 personnes dans le Mayo-Sava, le Mayo-Tsanaga, le Logone et Chari et des victimes des inondations dans le Mayo-Kani. 150 dispositifs de lavage des mains ont été disponibles dans les lieux publics de ces communes. CRC-FICR a distribué 200 kits de dignité dans les villages Zamaï et Mémé respectivement dans le Mayo-Tsanaga et le Mayo-Sava à la suite d'une sensibilisation sur la gestion de l'hygiène menstruelle à laquelle 680 filles et femmes ont pris part. Les organisations CRC-FICR et DEMTOU ont mené des sensibilisations pour la promotion des bonnes pratiques d'hygiène et le respect des mesures barrières respectivement dans le Mayo-Tsanaga, le Mayo-Sava, le Diamaré et le Logone et Chari auprès de 9 293 personnes.

UNICEF et son partenaire Innovation Africa ont finalisé la construction des postes d'eau autonomes équipés du système de pompage solaires dans les centres de santé intégré (CSI) des villages Djagaré dans l'arrondissement de Kousseri dans le Logone et Chari et Dana dans l'arrondissement de Yagoua dans le Mayo-Danay portant le chiffre de formations sanitaires bénéficiaires à 15. L'extension de ces postes d'eau autonome jusqu'aux bornes fontaines communautaires bénéficient également à 1 200 habitants environnants des deux CSI. De plus, l'organisation a mis à disposition de la Délégation Régionale de la Santé Publique des kits EHA COVID-19 qui seront distribués à 170 centres de santé de la région de l'Extrême-Nord pour l'application des mesures barrières au sein de ces établissements sanitaires. Au total, 1 700 prestataires de soins de ces formations sanitaires recevront des équipements de protection individuelle.



L'assistance apportée par les partenaires au travers du cash ont permis d'une part d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages par la couverture des besoins alimentaires et l'appui dans la mise à disposition des petits ruminants et d'autre part de renforcer la capacité de relèvement précoce en développant les compétences des jeunes dans l'entrepreneuriat et la relance économique des ménages. Cette modalité favorise la satisfaction des besoins prioritaires des ménages en leur donnant une liberté sur l'utilisation de l'assistance fournie et l'appui en cash direct pour le relèvement précoce.

17 528

Personnes ont reçu une assistance alimentaire inconditionnelle en cash

Bien que la plupart des organisations soient encore dans les opérations préliminaires et préparatoires de relance des activités pour le compte de l'année 2021, le PAM à travers son partenaire INTERSOS a apporté une assistance alimentaire inconditionnelle à 17 528 personnes déplacées dont 9 465 femmes dans la ville de Mora dans le Mayo-Sava, les villages Koza, Zamaï et Mokolo dans Mayo-Tsanaga et la ville de Kousseri dans le Logone et Chari. IRC et FICR ont apporté un appui cash multi-usage à 3 633 bénéficiaires dans le Logone et Chari et le Mayo-Tsanaga. IRC a également appuyé 2 800 bénéficiaires pour des activités en agriculture et élevage de petits ruminants dans le Logone et Chari. Il a également favorisé la relance économique de 4 400 bénéficiaires dans le Logone et Chari et organisé une formation pour 667 jeunes ayant bénéficié d'un appui dans l'entrepreneuriat dans la ville de Mora.

Relèvement précoce

Le secteur déploie des activités dans les domaines économique, infrastructurel, institutionnel avec pour but de stabiliser les zones affectées par le conflit et de faire face aux risques sous-jacents et aux facteurs qui pourraient éloigner de la paix. Malgré ces efforts, la région enregistre encore des indicateurs très faibles dans lesdits domaines. Les projets de relèvement précoce visent à satisfaire les besoins pratiques des jeunes et des femmes

tels que les besoins de première nécessité, le logement, les soins de santé et l'éducation mais également à satisfaire les besoins stratégiques comme l'accès équitable à l'emploi qui contribuent à l'autonomisation et à l'égalité générale des hommes et des femmes.

Dans ce cadre, le PNUD a distribué des kits d'insertion socio-économique à 282 apprenants dans les villages de Zamaï, Tourou, Mozogo, Moskota et dans le Mayo-Tsanaga et 200 personnes ont bénéficié d'activité argent contre travail dans les deux derniers villages. L'organisation a également finalisé la construction d'un commissariat dans le village Mozogo dans le cadre du projet de stabilisation.



MISSIONS D'ÉVALUATION ET AUTRES MISSIONS RÉALISÉES

Trois évaluations multisectorielles ont été menées par le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) identifiant les besoins prioritaires des populations dans les secteurs EHA, NFI/Abris et sécurité alimentaire :

- Du 9 au 12 mars 2021, dans le village Aissa-Hardé dans le Mayo-Sava suite au déplacement de 70 ménages de 546 personnes issues du village de Mamourdi dans le même département.
- Du 23 au 26 mars 2021, dans le village Kerawa dans le Mayo-Sava suite au déplacement de 221 ménages de 1 724 personnes venant de cinq villages du même département.

Le mécanisme de réponse rapide, HCR à travers son partenaire INTERSOS, Association Serbowel Facilitateur Humanitaire (ASFH) et Codas Caritas ont également individuellement mené une évaluation à la suite de l'alerte des mouvements de déplacement de près de 700 ménages du village Tchika dans le Logone et Chari. OCHA a mobilisé les partenaires des secteurs NFI/Abris, EHA, sécurité alimentaire et protection identifiés comme prioritaires, pour apporter une réponse urgente aux besoins de ces populations.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Carla Martinez, Cheffe de Bureau, OCHA Cameroun, martinez14@un.org

Anne Kroening, Cheffe de Sous Bureau Maroua, OCHA, kroning@un.org

Pour plus d'information, veuillez vous rendre sur : www.unocha.org/cameroon | www.reliefweb.int | Humanitarianresponse.info